

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1912.

Proposition de loi modifiant divers articles de la loi du 15 septembre 1895 sur l'enseignement primaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'article premier de la loi scolaire permet aux communes de ne pas établir une école communale ou de supprimer celle qui existe, à moins que vingt pères de famille ayant des enfants en âge d'école réclament la création ou le maintien de l'école pour l'instruction de leurs enfants.

Les communes ont largement profité de cette disposition légale pour détruire leur enseignement public, car il y a actuellement environ deux cents communes qui ne possèdent plus aucune communale.

Certaines communes, après avoir, en 1884, supprimé leur école communale, l'ont rétablie depuis, avec le personnel enseignant congréganiste de l'école libre.

Une telle organisation de l'enseignement public ne garantit pas suffisamment le droit des pères de famille qui désirent, pour leurs enfants, un enseignement communal. Ces pères de famille tiennent, évidemment, à ce que l'enseignement soit donné par des instituteurs laïcs et non par des congréganistes.

*
* *

L'arrêté royal du 20 septembre 1898, relatif à la répartition des subsides de l'Etat, accorde des subsides aux écoles qui n'ont que vingt élèves, chiffre qui, dans les communes, sections ou hameaux de moins de mille habitants, peut être réduit à dix élèves.

Il n'est donc pas logique d'exiger, pour maintenir ou établir une école communale, une demande signée par au moins vingt pères de famille. Nous estimons qu'il devrait suffir que les pères de famille qui demandent une école communale, aient au moins vingt enfants en âge d'école.

*
* *

D'après la législation actuelle, une commune satisfait à ses obligations en

créant ou en maintenant une seule école communale, quels que soient les besoins de sa population.

Souvent une école communale suffit pour un village, mais, dans les grandes communes, il faut, au besoin, cinq, six ou plus d'écoles communales pour satisfaire à toutes les exigences légitimes. En tout état de causes, il en faut au moins une dans chaque circonscription scolaire, s'il y a des enfants en nombre suffisant pour la garnir.

*
* *

L'article 4 de la loi sur l'enseignement primaire prescrit que, dans les communes où il n'existe pas d'école communale pour filles, l'école unique, créée ou maintenue par une administration communale, doit avoir un caractère mixte, c'est-à-dire qu'elle doit être accessible à tous les enfants de la commune, sans distinction de sexe. Aucune décision de l'autorité communale, aucune convention avec les chefs d'écoles libres, adoptables ou des écoles adoptées ne pourrait enlever aux parents le droit d'envoyer indistinctement leurs filles à l'unique école communale qui existerait dans une commune.

Il en résulte que le programme de toute école communale unique existant dans une localité, doit comprendre les travaux à l'aiguille pour les filles. (Arr. roy. du 1^{er} janvier 1895; 15^e rapport triennal, p. cix.)

Cet enseignement est donné par une maîtresse spéciale appelée « maîtresse de couture ».

Ces dispositions légales sont lettres mortes dans un très grand nombre de communes. L'enseignement communal pour filles est inexistant dans plus du tiers des communes belges. De nombreux conseils communaux ont, illégalement, supprimé les fonctions de maîtresse de couture à l'école communale unique. Au 31 décembre 1911, il y avait environ 800 communes où existait cette situation illégale. Pour mettre fin à cette situation, nous proposons d'inscrire, dans la loi, l'obligation pour les communes de nommer, à chaque école communale mixte par destination, une institutrice ou une maîtresse spéciale chargée du cours de couture.

*
* *

Comme il est à craindre que l'octroi de nouveaux subsides aux écoles libres congréganistes, même dans le cas où ces subsides seraient accordés par la voie budgétaire, amènera une nouvelle guerre scolaire contre l'école publique, il est nécessaire que la stabilité de la fonction d'instituteur public soit garantie, en abrogeant la mise en disponibilité par suppression d'emploi et en conservant à l'instituteur dont la classe a été supprimée, l'intégralité de son traitement ainsi que ses droits aux augmentations périodiques.

*
* *

On sait que la loi actuelle, par son article 2, laisse aux communes le soin de régler tout ce qui concerne l'enseignement Frœbel.

Il est regrettable que l'autonomie communale n'ait pas donné, au point de vue enseignement infantin, ce qu'on était en droit d'attendre d'elle, d'autant

plus que l'école Frœbel a un but double, hautement louable. En effet, elle doit préparer à l'école primaire et constituer, principalement dans les centres industriels où la mère est à la fabrique ou à l'usine, une *garderie* dans laquelle les parents peuvent placer, en pleine confiance, leurs enfants de 3 à 6 ans.

Si quelques villes et centres importants ont établi des écoles frœbeliennes, de vrais modèles tant sous le rapport de l'aménagement des locaux et du mobilier que sous celui de l'enseignement qui y est donné, il y a, par contre, un grand nombre de localités où l'organisation des écoles gardiennes laisse énormément à désirer et dont le personnel enseignant se voit privé de l'appui et de la sollicitude des administrations communales. Le plus souvent, la défectuosité du local et le grand nombre d'élèves (80, 90, 100 et plus encore!) empêchent la maîtresse de donner avec fruit ses leçons d'après la méthode Frœbel.

Ailleurs, l'initiative des communes fait complètement défaut et on laisse aux congrégations religieuses le monopole de l'organisation de l'école enfantine.

A l'heure présente, il n'y a que 1,027 écoles gardiennes communales alors qu'il y a 2,139 écoles gardiennes adoptées et adoptables, soit deux fois plus d'écoles gardiennes libres que d'écoles gardiennes communales.

Quant au corps enseignant de ces écoles adoptées et adoptables, il est composé de 1,952 religieuses diplômées et de 1,092 religieuses non diplômées.

Dans un grand nombre de communes, les mères de famille ne trouvent, pour leurs enfants de 5 à 6 ans, d'autre école que la garderie congréganiste.

C'est un attentat à la liberté du père de famille dans le choix de l'école.

*
* * *

Il résulte de ces chiffres, que les écoles gardiennes sont, pour la plupart, aux mains des congrégations. Celles-ci en profitent souvent pour refuser d'y recevoir les enfants dont les frères et sœurs plus âgés, fréquentent les écoles publiques.

Des faits de ce genre ont été signalés un peu partout et ont eu leur écho à la Chambre.

Il y a deux ans, la direction de l'école gardienne congréganiste de Doiceau avait mis à la porte plusieurs enfants parce que les frères aînés fréquentaient l'école communale. M. May posa une question au ministre. Celui-ci répondit que l'honorable député faisait allusion à une situation ancienne et que plus aucun enfant n'était refusé pour le motif indiqué.

Une nouvelle expulsion ayant été faite pour le même motif, M. May annonça au ministre l'intention de l'interpeller. Il fut procédé à une enquête. M. Jourez exposa les faits devant la Chambre.

Dans sa réponse, M. le Ministre se tint pour ainsi dire complètement sur le terrain de la bienfaisance à Grez-Doiceau, ce qui n'avait aucun rapport avec la question précise soulevée, à savoir : *Un directeur d'école subsidiée a-t-il le droit de renvoyer des enfants indigents en âge d'école, pour l'unique motif qu'ils ont des frères à l'école communale?* Toutefois, la réponse du

Ministre semble donner raison à la direction de l'école congréganiste et on doit en conclure que les ménages ouvriers de Grez-Doiceau — et de centaines d'autres communes — qui ne peuvent consacrer le temps nécessaire à la garde de leurs jeunes enfants, sont donc obligés de confier leur famille entière aux écoles congréganistes !!!

Dans ces conditions nous disons : pour garantir aux pères de famille qui préfèrent l'enseignement public à l'enseignement privé, le libre choix d'une école, la loi scolaire devrait décréter que dans chaque circonscription scolaire où il existe une ou plusieurs écoles communales primaires, les communes seront obligées de fonder ou d'entretenir le nombre d'écoles gardiennes communales nécessaires pour les enfants de 3 à 6 ans.

La même obligation devrait exister en ce qui concerne l'enseignement complémentaire. Des cours d'adultes communaux devraient être organisés dans chaque circonscription scolaire possédant une ou plusieurs écoles primaires communales, à l'effet de permettre aux jeunes gens d'élargir leurs connaissances et de se mieux préparer à la vie pratique.

C'est pour arriver à ces résultats que nous avons l'honneur de déposer la proposition de loi ci-contre

A. BUYL.

PROPOSITION DE LOI

modifiant divers articles de la loi du 15 septembre 1895 sur l'enseignement primaire.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1 et 2 de la loi du 15 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Il y a dans chaque commune ainsi que dans chaque circonscription scolaire, si la commune est divisée en deux ou plusieurs sections, au moins une école communale établie dans un local convenable, tenue par un personnel enseignant laïc.

La commune peut adopter une ou plusieurs écoles privées ; dans ce cas, le Roi, après avoir pris l'avis de la Députation permanente, peut dispenser la commune d'établir ou de maintenir une école communale ; cette dispense ne peut être accordée si dans les communes ou dans la circonscription scolaire, un nombre de pères de famille ayant ensemble au moins 20 enfants en âge d'école, réclament la création ou le maintien de l'école pour l'instruction de leurs enfants et si la Députation permanente émet un avis conforme à leur demande.

L'adoption peut être consentie par la commune pour une durée de dix ans au plus. Elle prendra fin avant cette date en cas de décès, de retraite ou de destitution du titulaire, sous le nom duquel l'adoption a été consentie. Elle peut toujours être renouvelée.

Lorsqu'une convention n'a pas fixé la durée, la suppression de l'adoption ne peut

WETSVOORSTEL

tot wijziging van verscheidene artikelen der wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

ARTIKEL 1.

De artikelen 1 en 2 der wet van 15 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

ARTIKEL 1. — Er is in iedere gemeente alsmede in ieder schooldistrict, indien de gemeente verdeeld is in twee of meer afdeelingen, ten minste ééne gemeenteschool, gevestigd in een behoorlijk lokaal, gehouden door een wereldlijk onderwijzend personeel.

De gemeente mag eene of meer privaatscholen aannemen ; in dat geval kan de Koning, na het advies te hebben ingewonnen van de Bestendige Deputatie, de gemeente vrijstellen van de oprichting of het behoud eener gemeenteschool ; deze vrijstelling kan niet worden verleend indien in de gemeenten of in het schooldistrict een aantal huiskaders, te zamen ten minste 20 kinderen hebbende die in de schooljaren vallen, de oprichting of het behoud aanvragen der school voor het onderwijs hunner kinderen en indien de Bestendige Deputatie een advies uitbrengt overeenkomstig hunne aanvraag.

De aanneming kan worden toegestaan door de gemeente voor een duur van tien jaren ten hoogste. Zij zal vóór dien datum een einde nemen ingeval van overlijden, aftreden of afzetting van den titularis, onder wiens naam de aanneming werd toegestaan. Zij kan altijd vernieuwd worden.

Indien in de overeenkomst geen duur werd bepaald, kan de opheffing der aan-

être prononcée dans le courant d'une année scolaire, ni sans un préavis d'une année.

Deux ou plusieurs communes peuvent, en cas de nécessité, être autorisées par le Roi à se réunir pour fonder et entretenir une école.

Toute école communale doit être mixte, c'est-à-dire accessible aux deux sexes, à moins que dans la circonscription scolaire il y ait des écoles communales distinctes pour chaque sexe. Le personnel enseignant de toute école communale mixte par destination comprendra, soit une institutrice primaire diplômée, soit une maîtresse spéciale chargée de l'enseignement des travaux à l'aiguille, même dans le cas où l'école ne serait momentanément fréquentée par aucune élève du sexe féminin.

ART. 2.

Les écoles primaires communales sont dirigées par les communes.

Le Conseil communal détermine, suivant les besoins de la localité, leur nombre et celui des instituteurs.

Les résolutions des conseils communaux portant suppression d'une école primaire communale ou d'une ou plusieurs classes, sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi. L'arrêté royal autorisant ou refusant la suppression est motivé et inséré au *Moniteur*.

Toutefois, les instituteurs dont les classes sont supprimées conservent l'intégralité de leur traitement ainsi que leurs droits aux augmentations périodiques. Ils restent à la disposition de la commune et remplissent les vides qui se produisent dans le cadre du personnel des écoles primaires communales.

Dans chaque commune ou circonscription où existent une ou plusieurs écoles communales, la commune est obligée de fonder et d'entretenir le nombre d'écoles

neming niet worden uitgesproken in den loop van een schooljaar, noch zonder kennisgeving daarvan een jaar vooraf.

Twee of meer gemeenten kunnen desnoods door den Koning worden gemachtigd zich te vereenigen voor het oprichten en het onderhouden van eene school.

Elke gemeenteschool moet gemengd zijn, dat wil zeggen toegankelijk voor beiderlei kunne, tenzij er in het schooldistrict afzonderlijke gemeentescholen bestaan voor elke kunne. Het onderwijzend personeel van elke gemengde gemeenteschool, daartoe bestemd, zal begrijpen hetzij eene gediplomeerde lagere onderwijzeres, hetzij eene bijzondere leermeesteres, belast met het onderwijs van het naaldwerk, zelfs in het geval dat de school tijdelijk niet zou worden bezocht door een enkele leerling van het vrouwelijk geslacht.

ART. 2.

De lagere gemeentescholen worden bestuurd door de gemeenten.

De Gemeenteraad bepaalt, volgens de behoeften der plaats, haar aantal en dat der onderwijzers.

De besluiten van de gemeenteraden, houdende opheffing van eene lagere gemeenteschool of van eene of meer klassen, worden onderworpen aan het advies van de Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring van den Koning. Het koninklijk besluit, waarbij de opheffing wordt toegelaten of geweigerd, verschijnt in het *Staatsblad*, met redenen omkleed.

Echter behouden de onderwijzers, wier klassen worden opgeheven, het geheel van hunne jaarwedde alsmede hunne rechten op de periodieke verhoogingen. Zij blijven ter beschikking van de gemeenten en vullen de leemten aan, die voorkomen in het kader van het personeel der lagere gemeentescholen.

In iedere gemeente of schooldistrict, waar ééne of meer gemeentescholen bestaan, is de gemeente verplicht tot het oprichten en het onderhouden van een aantal

gardiennes communales nécessaires pour les enfants de 3 à 6 ans, ainsi que des cours complémentaires pour donner, le soir ou les dimanches, aux jeunes gens qui ne fréquentent aucune autre école, la possibilité d'élargir le cercle de leurs connaissances et de se mieux préparer à la vie pratique.

ART. 5.

L'article 17 de la loi du 15 septembre 1895 est abrogé.

gemeentebewaarscholen noodig voor de kinderen van 3 tot 6 jaar, alsmede van de aancullende leergangen, des avonds of des Zondags, ten einde aan de jonge lieden, die geene enkele andere school bezoeken, de mogelijkheid te verschaffen den kring hunner kundigheden uit te breiden en zich beter voor te bereiden tot het practische leven.

ART. 3.

Artikel 17 van de wet van 15 September 1895 wordt afgeschaft.

A. BUYL.

BERLOZ, Eugène.

D' D'HAUWER.

Cam. HUYSMANS.

AUGUSTEYNS.

J. RENS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 NOVEMBER 1912.

Wetsvoorstel tot wijziging van verscheidene artikelen der wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Bij het eerste artikel der schoolwet wordt het aan de gemeenten geoorloofd, geene gemeenteschool op te richten ofwel de bestaande school af te schaffen, ten ware dat twintig huisvaders, die kinderen hebben welke in de schooljaren vallen, het oprichten of het handhaven van de school voor het onderrecht van hunne kinderen aanvragen.

Van deze wetsbepaling maakten de gemeenten ruimschoots gebruik om haar openbaar onderwijs ten onder te brengen, want thans zijn er nagenoeg 200 gemeenten welke geene gemeenteschool meer bezitten.

Sommige gemeenten, welke in 1884 hare gemeenteschool hadden afgeschaft, hebben ze sedert opnieuw opgericht met de onderwijzende kloosterlingen van de vrije school.

Dergelijke inrichting van het openbaar onderwijs waarborgt niet genoeg het recht der huisvaders, die voor hunne kinderen het gemeentewonderwijs vergen. Deze huisvaders zijn er blijkbaar op gesteld, dat het onderwijs worde gegeven door wereldlijke onderwijzers, doch niet door kloosterlingen.

*
*
*

Het koninklijk besluit van 20 September 1898 betreffende de verdeeling van Staatstoelagen, verleent toelagen aan scholen welke niet meer dan twintig leerlingen tellen; dit cijfer kan, in gemeenten, wijken of gehuchten met min dan duizend ingezetenen, worden verlaagd tot tien leerlingen.

't Is dus niet redelijk, voor handhaving of oprichting van eene gemeenteschool te eischen dat ten minste twintig huisvaders eene aanvraag ondertekenen. Volgens ons, zou het volstaan dat de huisvaders die om eene gemeenteschool vragen, ten minste twintig kinderen in de schooljaren hebben.

*
*
*

Volgens de bestaande wet, vervult de gemeente hare verplichtingen wanneer zij eene enkele gemeenteschool opricht of handhaaft, welke ook de behoeften van de bevolking mogen zijn.

Veeltijds is eene enkele gemeenteschool toereikend voor een dorp; doch in groote gemeenten zijn er ten minste vijf, zes of meer gemeentescholen noodig om alle billijke eischen te bevredigen. In elk geval is er ten minste ééne noodig in elke schoolomschrijving, indien er genoeg kinderen zijn om ze te vullen.

*
* *

Artikel 4 der wet op het lager onderwijs bepaalt dat in gemeenten, waar geene gemeenteschool voor meisjes bestaat, de eenige gemeenteschool, opgericht of gehandhaafd door een gemeentebestuur, van gemengden aard behoeft te zijn, 'tis te zeggen toegankelijk voor al de kinderen der gemeente, zonder onderscheid van kunne. Geene beslissing van de gemeenteoverheid, geene overeenkomst met de hoofden van vrije, aanneembare of aangenomen scholen kan de ouders berooven van het recht, zonder onderscheid hunne meisjes te sturen naar de eenige gemeenteschool welke in eene gemeente zou bestaan.

Hieruit volgt, dat het programma van elke eenige gemeenteschool in eene gemeente het naaldwerk voor de meisjes dient te bevatten (Koninklijk besluit van 1 Januari 1893; 15^e Driejaarlijksch Verslag, blz. cix).

Dit onderwijs wordt gegeven door eene bijzondere meesteres, die « naaimeesteres » heet.

In tal van gemeenten zijn deze wetsbepalingen eene doode letter. In meer dan een derde van de Belgische gemeenten bestaat geen gemeenteonderwijzeres voor meisjes. Wederrechtelijk hebben talrijke gemeenteraden het ambt van naaimeesteres in de eenige gemeenteschool afgeschaffd. Op 31 December 1911 bestond deze onwettelijke toestand in nagenoeg 800 gemeenten. Om dezen toestand te doen ophouden, stellen wij voor, in de wet te bepalen dat de gemeenten verplicht zijn bij elke gemeenteschool, welke als gemengde school is opgericht, eene onderwijzeres of eene bijzondere meesteres te benoemen, die belast is met de naales.

*
* *

Daar het te vreezen is dat het verleenen van nieuwe toelagen aan de vrije kloosterscholen, zelfs ingeval deze toelagen op de begroting worden uitgetrokken, een nieuwen strijd tegen de openbare school zal uitlokken, moet de vastheid van het ambt van openbaar onderwijzer worden gewaarborgd door weglating van de inbeschikbaarheidstelling bij afschaffing van betrekking, den onderwijzer wiens klas werd afgeschaffd gansch zijne jaarwedde benevens zijne rechten op geregeld verhooging latend.

*
* *

Zooals men weet, laat artikel 2 van de bestaande wet aan de gemeenten de zorg over om alles te regelen wat het Fröbelonderwijs betreft.

Te betreuren is het, dat de zelfstandigheid der gemeente in zake van kinderonderwijs niet verwezenlijkte wat men gerechtigd was daarvan te verwachten, des te meer daar de Fröbelschool een hoogst lofbaar dubbel doel beoogt. Zij moet, trouwens, voorbereiden tot de lagere school en voornamelijk in nijverheidsstreken, waar de moeder in de fabriek of in het werkhuis is, eene bewaarplaats zijn, waar de ouders vol vertrouwen hunne kinderen van 5 tot 6 jaar kunnen brengen.

Zoo enkele steden en aanzienlijke centrum Fröbelscholen hebben opgericht, echte toonbeelden zoowel voor inrichting van de lokalen en de meubilering als voor het daar gegeven onderwijs, laat daarentegen in een groot getal plaatsen de inrichting van de bewaarscholen uiterst veel te wenschen over en is het onderwijzend personeel verstoken van den steun en de bezorgdheid der gemeentebesturen. Meesttijds verhinderen het gebrekkig lokaal en het groot getal leerlingen (80, 90, 100 en nog meer!) de meesters hare lessen volgens het Fröbelstelsel met vrucht te geven.

Elders bestaat bij de gemeenten geen hoegenaamde ondernemingsgeest en laat men aan kloostergemeenten alleen de zorg over om de kinderschool op te richten.

Thans zijn er slechts 1,027 gemeentelijke bewaarscholen tegen 2,159 aangenomene en aanneembare, dus tweemaal meer vrije dan gemeentelijke bewaarscholen.

Het onderwijzend personeel van deze aangenomen en aanneembare scholen telt 1,952 gediplomeerde en 1,092 niet gediplomeerde kloosterzusters.

In vele gemeenten vinden de huismoeders voor hare kinderen van 3 tot 6 jaar geene andere dan de bewaarschool der kloosterlingen.

Dat is een aanslag op de vrijheid van den huisvader voor de keus van de school.

*
* * *

Uit deze cijfers blijkt, dat de bewaarscholen voor 't meerendeel aan kloostergemeenten behooren. Deze maken hiervan vaak gebruik om te weigeren er die kinderen te ontvangen, wier oudere broeders en zusters ter openbare school gaan.

Zoowat overal zijn feiten van dien aard aangeklaagd; zij vonden weerklink in de Kamer.

Twee jaar geleden, zette het bestuur van de bewaarschool der kloosterlingen te Doiceau verscheidene kinderen aan de deur, omdat hunne oudere broeders de gemeenteschool bezochten. De heer May richtte daarover tot den Minister eene vraag. Deze antwoordde dat de achtbare volksvertegenwoordiger een oud feit bedoelde en dat om de opgegeven reden niet een kind nog werd afgewezen.

Dewijl om dezelfde reden nogmaals een kind was afgewezen, kondigde de heer May den Minister aan, dat hij van plan was had hem om uitlegging te vragen. Een onderzoek werd ingesteld. De heer Jourez zette ter Kamer de feiten uiteen.

In zijn antwoord bleef de heer Minister als 't ware volstrekt op het gebied

van de weldadigheid te Grez-Doiceau, wat hoegenaamd niets gemeen had met het duidelijk opgeworpen vraagstuk, te weten : *Heeft de bestuurder van eene met toelagen bedeelde school het recht aan behoeftige kinderen in de schooljaren de school te ontzeggen om de eenvoudige reden dat hunne broeders ter gemeenteschool gaan?* In zijn antwoord schijnt de Minister evenwel het bestuur van de kloosterschool in 't gelijk te stellen; daaruit behoort te worden afgeleid dat de arbeidersgezinnen van Grez-Doiceau — en van honderden andere gemeenten —, die niet beschikken over den noodigen tijd om hunne kinderen te bewaren, dus verplicht zijn gansch hunne familie toe te vertrouwen aan kloosterscholen!

Dit zoo zijnde, zeggen wij : om huisvaders, die het openbaar onderwijs verkiezen boven het privaat onderwijs, de vrije keus van de school te waarborgen, zouden de gemeenten door de schoolwet moeten verplicht worden, het noodig getal gemeentelijke bewaarscholen voor de kinderen van 3 tot 6 jaar op te richten of te onderhouden.

Dezelfde verplichting diende te bestaan voor het aanvullend onderwijs. In elke schoolomschrijving, welke eene of meer lagere gemeentescholen bezit, zouden leergangen voor volwassenen moeten opgericht worden, ten einde de jongelingen in staat te stellen den kring hunner kundigheden uit te breiden en zich beter voor te bereiden tot het practisch leven.

Om dezen uitslag te bereiken, hebben wij de eer het navolgend wetsvoorstel in te dienen.

A. BUYL.



PROPOSITION DE LOI

modifiant divers articles de la loi du 15 septembre 1895 sur l'enseignement primaire.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1 et 2 de la loi du 15 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Il y a dans chaque commune ainsi que dans chaque circonscription scolaire, si la commune est divisée en deux ou plusieurs sections, au moins une école communale établie dans un local convenable, tenue par un personnel enseignant laïc .

La commune peut adopter une ou plusieurs écoles privées ; dans ce cas, le Roi, après avoir pris l'avis de la Députation permanente, peut dispenser la commune d'établir ou de maintenir une école communale ; cette dispense ne peut être accordée si dans les communes ou dans la circonscription scolaire, un nombre de pères de famille ayant ensemble au moins 20 enfants en âge d'école, réclament la création ou le maintien de l'école pour l'instruction de leurs enfants et si la Députation permanente émet un avis conforme à leur demande

L'adoption peut être consentie par la commune pour une durée de dix ans au plus. Elle prendra fin avant cette date en cas de décès, de retraite ou de destitution du titulaire, sous le nom duquel l'adoption a été consentie. Elle peut toujours être renouvelée.

Lorsqu'une convention n'a pas fixé la durée, la suppression de l'adoption ne peut

WETSVOORSTEL

tot wijziging van verscheidene artikelen der wet van 15 September 1895 op het lager onderwijs.

ARTIKEL 1.

De artikelen 1 en 2 der wet van 15 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

ARTIKEL 1. — Er is in iedere gemeente alsmede in ieder schooldistrict, indien de gemeente verdeeld is in twee of meer afdeelingen, ten minste éene gemeenteschool, gevestigd in een behoorlijk lokaal, gehouden door een wereldlijk onderwijzend personeel.

De gemeente mag eene of meer privaatscholen aannemen ; in dat geval kan de Koning, na het advies te hebben ingewonnen van de Bestendige Deputatie, de gemeente vrijstellen van de oprichting of het behoud eener gemeenteschool ; deze vrijstelling kan niet worden verleend indien in de gemeenten of in het schooldistrict een aantal huisvaders, te zamen ten minste 20 kinderen hebbende die in de schooljaren vallen, de oprichting of het behoud aanvragen der school voor het onderwijs hunner kinderen en indien de Bestendige Deputatie een advies uitbrengt overeenkomstig hunne aanvraag.

De aanneming kan worden toegestaan door de gemeente voor een duur van tien jaren ten hoogste. Zij zal vóór dien datum een einde nemen ingeval van overlijden, aftreden of afzetting van den titularis, onder wiens naam de aanneming werd toegestaan. Zij kan altijd vernieuwd worden.

Indien in de overeenkomst geen duur werd bepaald, kan de opheffing der aan-

être prononcée dans le courant d'une année scolaire, ni sans un préavis d'une année.

Deux ou plusieurs communes peuvent, en cas de nécessité, être autorisées par le Roi à se réunir pour fonder et entretenir une école.

Toute école communale doit être mixte, c'est-à-dire accessible aux deux sexes, à moins que dans la circonscription scolaire il y ait des écoles communales distinctes pour chaque sexe. Le personnel enseignant de toute école communale mixte par destination comprendra, soit une institutrice primaire diplômée, soit une maîtresse spéciale chargée de l'enseignement des travaux à l'aiguille, même dans le cas où l'école ne serait momentanément fréquentée par aucune élève du sexe féminin

ART. 2.

Les écoles primaires communales sont dirigées par les communes.

Le Conseil communal détermine, suivant les besoins de la localité, leur nombre et celui des instituteurs.

Les résolutions des conseils communaux portant suppression d'une école primaire communale ou d'une ou plusieurs classes, sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi. L'arrêté royal autorisant ou refusant la suppression est motivé et inséré au *Moniteur*.

Toutefois, les instituteurs dont les classes sont supprimées conservent l'intégralité de leur traitement ainsi que leurs droits aux augmentations périodiques. Ils restent à la disposition de la commune et remplissent les vides qui se produisent dans le cadre du personnel des écoles primaires communales.

Dans chaque commune ou circonscription où existent une ou plusieurs écoles communales, la commune est obligée de fonder et d'entretenir le nombre d'écoles

neming niet worden uitgesproken in den loop van een schooljaar, noch zonder kennisgeving daarvan een jaar vooraf.

Twee of meer gemeenten kunnen desnoods door den Koning worden gemachtigd zich te vereenigen voor het oprichten en het onderhouden van eene school.

Elke gemeenteschool moet gemengd zijn, dat wil zeggen toegankelijk voor beiderlei kunne, tenzij er in het schooldistrict afzonderlijke gemeentescholen bestaan voor elke kunne. Het onderwijzend personeel van elke gemengde gemeenteschool, daartoe bestemd, zal begrijpen hetzij eene gediplomeerde lagere onderwijzeres, hetzij eene bijzondere leermeesteres, belast met het onderwijs van het naaldwerk, zelfs in het geval dat de school tijdelijk niet zou worden bezocht door een enkele leerling van het vrouwelijk geslacht.

ART. 2.

De lagere gemeentescholen worden bestuurd door de gemeenten.

De Gemeenteraad bepaalt, volgens de behoeften der plaats, haar aantal en dat der onderwijzers.

De besluiten van de gemeenteraden, houdende opheffing van eene lagere gemeenteschool of van eene of meer klassen, worden onderworpen aan het advies van de Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring van den Koning. Het koninklijk besluit, waarbij de opheffing wordt toegelaten of geweigerd, verschijnt in het *Staatsblad*, met redenen omkleed.

Echter behouden de onderwijzers, wier klassen worden opgeheven, het geheel van hunne jaarwedde, alsmede hunne rechten op de periodieke verhoogingen. Zij blijven, ter beschikking van de gemeenten en vullen de leemten aan, die voorkomen in het kader van het personeel der lagere gemeentescholen.

In iedere gemeente of schooldistrict, waar eene of meer gemeentescholen bestaan, is de gemeente verplicht tot het oprichten en het onderhouden van een aantal

gardiennes communales nécessaires pour les enfants de 3 à 6 ans, ainsi que des cours complémentaires pour donner, le soir ou les dimanches, aux jeunes gens qui ne fréquentent aucune autre école, la possibilité d'élargir le cercle de leurs connaissances et de se mieux préparer à la vie pratique.

ART. 5.

L'article 17 de la loi du 15 septembre 1895 est abrogé.

gemeentebewaarscholen noodig voor de kinderen van 3 tot 6 jaar, alsmede van de aanvullende leergangen, des avonds of des Zondags, ten einde aan de jonge lieden, die geene enkele andere school bezoeken, de mogelijkheid te verschaffen den kring hunner kundigheden uit te breiden en zich beter voor te bereiden tot het practische leven.

ART. 5.

Artikel 17 van de wet van 15 September 1895 wordt afgeschaft.

A. BUYL.

BERLOZ, Eugène.

D' D'HAUWER.

Cam. HUYSMANS.

AUGUSTEYNS.

J. RENS.

